

Les représentants CGT CFDT FO FSU au Comité d'Hygiène et Sécurité Départemental -
Ministère Economie Finances Industrie (MINEFI)
Les représentants CGT CFDT FO au Comité d'Hygiène et Sécurité Ministère des Affaires
Etrangères (MAE)
Les syndicats CGT CFDT FO du Ministère des Affaires Etrangères
Les syndicats CGT CFDT FO du Trésor Public
Les syndicats CGT CFDT FO de l'INSEE

Nantes, le vendredi 1^{er} octobre 2004

MISE AU POINT

Depuis plusieurs semaines, l'Intersyndicale proteste contre la dénaturation par l'administration des Finances de l'étude épidémiologique amiante Beaulieu.

Tout a été fait par la DPMA pour éviter de mesurer les conséquences réelles de l'exposition à l'amiante pour les 2000 agents qui y ont été exposés : refus de comparaison à une population de référence externe, refus du dépistage par scanner pour les agents volontaires, non reconnaissance des maladies professionnelles, refus d'application des dispositions de pré retraite amiante, y compris pour les agents d'entretien.

Devant la mobilisation des personnels et la popularité dans la population de nos revendications, l'administration des Finances se trouve aujourd'hui contrainte de reconnaître la pertinence de nos arguments et cherche une parade pour ne pas prendre en compte nos exigences.

Jeudi 30 septembre s'est jouée une pitoyable mascarade dans laquelle on a tenté d'entraîner nos organisations et leurs représentants.

Sous prétexte de hâter les choses, il a été proposé à quelques représentants syndicaux du MINEFI, sans en avertir les autres, une réunion lundi 4 octobre à 10H30 à Bercy. Une fois les contacts établis entre nous, nous avons unanimement formulé quelques demandes élémentaires :

- l'établissement d'une convocation après consultation sur une date qui permette la représentation à cette réunion de toutes les organisations syndicales ;
- un contenu à cette réunion et un ordre du jour précis ;
- l'association à cette réunion des collègues des Affaires Etrangères.

La réponse de l'administration a été de tenter de court-circuiter les représentants nantais en essayant de « vendre » une réunion du même type aux fédérations, définie de façon encore plus floue, en tentant de les opposer entre elles. Là encore, le contact entre les fédérations et leurs représentants locaux ont fait échouer cette manœuvre .

L'Intersyndicale prend acte de la tentative de l'administration des Finances de faire porter aux organisations syndicales la responsabilité de l'échec du dialogue social. Cette diversion ne fera pas illusion aux yeux du personnel.

Nous réclamons au plus vite une véritable négociation sur le cahier des charges de l'étude épidémiologique. Nous y sommes prêts à tout moment, en lien avec nos fédérations, à partir du moment où les délais de convocation seront respectés et les enjeux de la réunion clairement fixés.

Pour obtenir une véritable étude épidémiologique, la mobilisation des personnels continue.